



Commission
européenne

État de l'Union 2026

Lettre d'intention

Bruxelles, le 16 septembre 2026

Madame la Présidente Metsola,

Monsieur le Taoiseach Martin,

L'année prochaine, nous célébrerons le **70^e anniversaire du traité de Rome**. Son idée fondamentale était simple : l'Europe est plus forte lorsque nous agissons ensemble. Cela est toujours vrai aujourd'hui. Nous avons de nombreuses raisons d'être fiers de la manière dont l'Europe s'est unie pour prendre son avenir en main ces dernières années.

Cela a d'autant plus d'importance eu égard à l'évolution spectaculaire du monde qui nous entoure. La guerre continue de faire rage sur notre continent. Nous traversons une période marquée par plusieurs points de bascule, tels que les conséquences du changement climatique ou les progrès en matière d'intelligence artificielle. La lutte pour les capacités de production redéfinit la concurrence mondiale. Et la bataille des visions cherche à affaiblir nos démocraties. Dans ce contexte, **le sort de l'Europe doit rester aux mains des Européens**.

Nous avons fixé un cap clair et pris des mesures décisives pour renforcer l'**indépendance européenne**. Nous devons à présent les transformer en résultats. Il nous faut achever les travaux législatifs en cours, mettre en œuvre les dispositions convenues et faire respecter nos règles. **C'est maintenant qu'il faut tenir nos engagements**.

Relancer l'économie européenne reste clairement notre priorité. Nous donnons suite aux recommandations des rapports Draghi et Letta : le Collège a déjà adopté 54 des 65 initiatives de la boussole pour la compétitivité depuis le début de l'année dernière. Ensemble, nous progressons dans la mise en œuvre de la **feuille de route « Une Europe, un marché »**. Qu'il s'agisse des marchés des capitaux, des réseaux d'énergie, de l'ensemble unique de règles pour les entreprises UE Inc. ou des marchés publics, nous devons mettre en œuvre toutes ces initiatives ensemble le plus rapidement possible.

Dans ce contexte, je voudrais insister sur les mesures supplémentaires nécessaires pour renforcer notre Union bancaire. Les différentes crises que nous avons traversées au fil des années ont laissé en héritage des dispositifs complexes de gestion des crises. Cela se traduit par une fragmentation du financement et une utilisation inefficace des capitaux. Nous allons réunir un **panel d'économistes** pour formuler des recommandations en vue de réformer **l'architecture du filet de sécurité de la souveraineté européenne** avant le sommet de la zone euro de mars 2027.

L'année 2027 marquera également le dixième anniversaire du **socle européen des droits sociaux**, qui représente notre engagement commun en faveur d'une Europe plus juste et plus inclusive. Le sommet organisé conjointement avec le président Costa pour célébrer cet anniversaire sera essentiel pour défendre les principes de ce socle. Nous investirons dans les compétences et lancerons les garanties de compétences, poursuivant ainsi notre travail en faveur d'une Europe sociale plus forte. La réalisation des objectifs en matière de **logement** et de soins restera une priorité majeure.

Nous poursuivrons nos efforts pour faciliter la vie des entreprises et nous attaquer à tous les goulots d'étranglement entravant leur activité. Nous continuerons à simplifier les règles et à réduire les charges, en appliquant à toute nouvelle proposition une approche de simplicité dès la conception. Les **prix de l'énergie** retiendront toute notre attention et nous redoublerons d'efforts en faveur d'une **énergie propre, sûre, locale et abordable**. Dans un contexte de hausse des prix depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, nous devons préserver notre sécurité d'approvisionnement. Nous sommes prêts à proposer des mesures d'urgence si nécessaire.

Nous veillerons à ce que les entreprises européennes puissent affronter la concurrence dans des **conditions équitables**. Si un pays impose des conditions commerciales déloyales au détriment de l'Union européenne, nous serons prêts à réagir, y compris en proposant de nouveaux instruments. Nous continuerons également à mettre l'accent sur la **diversification**, en particulier dans des secteurs clés pour nos chaînes d'approvisionnement et notre économie. Nous continuerons à ouvrir de nouvelles perspectives pour les entreprises européennes en renforçant notre position de **première puissance commerciale mondiale**. Nous jetterons des ponts vers les économies dynamiques des Amériques, d'Asie, d'Afrique et du Golfe.

Cet été n'a laissé aucun doute chez les Européens quant aux **effets du changement climatique**. Avec les sécheresses, les vagues de chaleur, les incendies de forêt et les inondations ; le coût croissant du changement climatique pour nos populations, nos économies et notre sécurité est une nouvelle fois apparu en pleine lumière. Le mécanisme de protection civile de l'UE a déployé la solidarité européenne sur le terrain. Avant l'été prochain, nous devons renforcer la prévention, la préparation et nos capacités de réaction. L'Europe a besoin à la fois de **mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique**, et les deux types de mesures doivent se renforcer mutuellement. Nous devons passer à la vitesse supérieure en matière d'adaptation au changement climatique, notamment en proposant des mesures pour remédier aux pénuries d'eau et au déficit croissant en matière d'assurance contre les aléas climatiques.

L'**intelligence artificielle** est rapidement devenue un fondement de notre économie et de notre sécurité. La position de l'Europe est sans ambiguïté. Nous devons travailler avec les partenaires et l'industrie pour faire face aux risques de l'IA, mais aussi pour veiller à en récolter les meilleurs fruits pour notre société et notre industrie. Nous voulons tirer le meilleur parti de l'IA pour améliorer notre société, notre qualité de vie et notre productivité. Dans le même temps, nous devons répondre aux risques que pose cette puissante nouvelle technologie.

Dans un monde plus dangereux et incertain, **l'Europe doit prendre davantage en main sa propre sécurité**. L'augmentation des dépenses en matière de défense doit se traduire par un renforcement des capacités européennes. La **stratégie européenne de sécurité** définira le modus operandi de notre préparation aux menaces qui nous attendent.

Notre soutien à l'**Ukraine**, première ligne de défense de l'Europe, reste sans faille. Nous continuerons d'apporter notre soutien à une paix globale, juste et durable, d'approfondir la coopération en matière de défense, d'accompagner l'Ukraine sur la voie de son adhésion à l'UE et de maintenir la pression sur la Russie, notamment en renforçant notre approche de l'exécution des sanctions. Nous continuerons d'œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité au **Moyen-Orient**.

Mais l'Europe est également confrontée à d'autres difficultés. Cet été, nous avons vu la rapidité avec laquelle la pression peut s'accumuler à nos frontières, contre nos **infrastructures critiques** et par le biais de cyberattaques. Nous devons mieux nous préparer à **protéger les frontières européennes**.

Nous ferons fonctionner sur le terrain le pacte sur la migration et l'asile. Nous renforcerons la coopération avec les pays partenaires, nous lutterons contre le trafic de migrants et améliorerons les retours. Nous moderniserons le cadre régissant les visas Schengen et maintiendrons l'Europe ouverte aux talents. Nous renforcerons également la coopération contre la **criminalité organisée et le terrorisme**, améliorerons la protection des **infrastructures critiques** et renforcerons notre réponse face aux **menaces hybrides**.

Une Europe plus sûre a besoin de voisins stables et démocratiques. C'est la raison pour laquelle l'**élargissement** importe pour notre sécurité. Les pays candidats ont accompli d'importants progrès. À mesure que l'élargissement progresse, l'Union s'y prépare aussi.

Nous protégerons également notre **espace démocratique**. Nous renforcerons notre résilience contre **les ingérences étrangères et la désinformation** et redoublerons d'efforts pour **protéger**

les enfants en ligne. Nous continuerons d'œuvrer pour une véritable Union de l'égalité, notamment en veillant au suivi de l'initiative citoyenne européenne sur les pratiques de conversion.

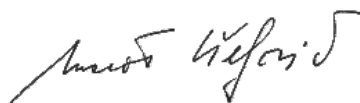
Pour atteindre les ambitions que j'ai définies dans la présente lettre, l'Europe doit avoir les moyens d'agir. Le respect des engagements pris dans le prochain **cadre financier pluriannuel** constituera donc une mission politique centrale. Nous œuvrerons ensemble à trouver un accord dans les temps, notamment en ce qui concerne les nouvelles ressources propres, afin que l'Union dispose des ressources nécessaires et que les nouveaux programmes puissent commencer à partir du 1^{er} janvier 2028.

Nos priorités se renforcent mutuellement. Une économie plus forte rend l'Europe plus libre de ses mouvements. Une meilleure sécurité protège notre économie et notre mode de vie. Et lorsque l'Europe respecte ses engagements, elle gagne la confiance dont elle a besoin pour agir.

L'Europe est plus forte lorsque nous agissons ensemble. Saisissons notre chance.



Ursula von der Leyen



Maroš Šefčovič

PRIORITÉS CLÉS DES ANNÉES À VENIR

Nouvelles initiatives

Compétitivité et emploi

- Lutte contre les restrictions territoriales injustifiées en matière d'approvisionnement
- Proposition sur l'accélération de l'octroi des autorisations
- Train de mesures sur la compétitivité et la simplification dans le domaine bancaire
- Train de mesures de simplification en matière de transports
- Train de mesures sur la diversification / DiversifyEU
- Corporation européenne sur les matières premières critiques

Social et inclusion

- Train de mesures de simplification en matière de logement
- Pacte européen en matière de soins
- Alliances « universités européennes » 2.0
- Garanties de compétences

Sécurité et défense

- Stratégie européenne de sécurité
- Sûreté en mer et sécurité des installations et des opérations dans le domaine de l'énergie
- Échanges internationaux de données dans le cadre de la coopération policière (Prüm international)
- Instrument européen pour les capacités stratégiques

Climat et résilience

- Réexamen des normes en matière d'émissions de CO₂ applicables aux véhicules lourds
- Alliance pour l'assurance contre les aléas climatiques
- Plan de lutte contre les vagues de chaleur
- Initiative européenne pour l'eau

Démocratie, état de droit et valeurs

- Congrès de l'Europe
- Cadre de réaction d'urgence
- Recommandation de la Commission sur l'interdiction des pratiques de conversion

© Union européenne, 2026

La politique de la Commission en matière de réutilisation de l'information est mise en œuvre par la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39, ELI: <http://data.europa.eu/eli/dec/2011/833/oj>).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.